



**AgEcon** SEARCH  
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

## Approvisionnement de l'agriculture et diffusion du progrès

J.-B. Bonastre

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Bonastre J.-B. Approvisionnement de l'agriculture et diffusion du progrès. In: Économie rurale. N°83, 1970. Du nouveau à l'Est. pp. 49-52;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1970.2084>

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1970\\_num\\_83\\_1\\_2084](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1970_num_83_1_2084)

---

Fichier pdf généré le 08/05/2018

# APPROVISIONNEMENT DE L'AGRICULTURE ET DIFFUSION DU PROGRÈS

par J.B. BONASTRE

Chargé de Recherches à l'INRA

Les quantités de moyens de production utilisés par les agricultures intensives, font de ces dernières des clients importants de branches diverses de l'activité économique. Les rapports entre productions agricoles et ensembles économiques comprennent donc, non seulement les relations avec l'aval (marché des produits frais, industries alimentaires de première transformation), mais également et de plus en plus des relations avec l'amont.

De la nature de ces relations, de l'existence d'industries d'amont dynamiques et créatrices de progrès, dépend en parti le marché à l'efficacité de l'agriculture.

## Le cas des économies occidentales

Dans les économies des pays industrialisés d'occident, les relations amont-agriculture sont essentiellement des rapports de marché d'acheteurs à vendeurs. Chaque chef d'exploitation a le choix quantitatif et qualitatif de l'achat de ses moyens de production. Ce pouvoir de choix n'est évidemment pas total :

— Le coût de ces biens et services subordonne leur acquisition aux ressources disponibles éventuellement accrues par l'emprunt de crédit de campagne ;

— Le risque et l'incertitude s'accroissent parfois considérablement au-delà d'un certain niveau d'intensification ;

— Les offreurs de moyens de production ont tendance à orienter le choix des agriculteurs (2) dans un sens favorable à leurs branches (publicité, vulgarisation, démarchage...).

Ce choix reste néanmoins apparemment très large dans les secteurs de la production végétale, où seules certaines productions spécialisées font l'objet d'une intervention de centres de décision d'aval pour fixer l'emploi des moyens de production (lin, légumes de plein champ...). En réalité, ce pouvoir de choix est moins important qu'on ne le pense, car de plus en plus, le marché aval réclame des produits standards très précisément spécifiés (blé de force, variété de fruit déterminée...), ce qui suppose un type de semences ou de plants et des conditions de production pratiquement imposées.

Dans le domaine de la production animale, le choix appartient dans un nombre croissant de cas à des décideurs non agriculteurs (fabricants d'aliments du bétail, abattoirs de volaille, fromagerie...) qui fixent le type d'aliment, la race et (de plus en plus) le matériel d'élevage à utiliser.

Dans le système occidental, un des moteurs du développement de la branche est très souvent l'entreprise d'amont et parfois l'entreprise d'aval (3), c'est très rarement l'exploitation agricole qui par nature doit se contenter d'un rôle passif : accepter ou refuser l'innovation. Cette entreprise d'amont est souvent très bien informée des « vrais problèmes » techniques par son réseau technico-commercial et par les antennes locales de ses services de recherche-développement. On ne saurait nier certaines défaillances surtout dans les firmes de petites et moyennes dimensions, mais les cas où le système fonctionne très correctement sont les plus fréquents (4).

## Le cas des économies à planification autoritaire

Dans les économies planifiées, l'autorité centrale détermine les normes globales à réaliser pour satisfaire les besoins alimentaires. Le système peut être plus ou moins centralisé :

Dans le cas de forte centralisation, comme en Hongrie avant 1957, les normes obligatoires de chaque exploitation sont fixées pour tous les produits de même que la répartition des moyens de production, sans qu'il y ait eu discussion à la base. Au fur et à mesure de l'assouplissement du système, après l'étape intermédiaire de la fixation des normes obligatoires par des centres de décision décentralisés (conseils d'arrondissement), les exploitations recouvrent leur autonomie en ce qui concerne l'orientation de la production (5). Actuellement, ce sont les entreprises qui élaborent leur programme d'activités et déterminent la nature et les quantités de moyens de production à mettre en œuvre. Ce programme est examiné et éventuellement modifié par les autorités financières et administratives. Du fait de la propriété socialiste des moyens de production,

(1) Souvent bien avant l'optimum théorique.

(2) Tous les moyens de production sont à des degrés divers concurrents entre eux, ne serait-ce que parce que les ressources de l'utilisateur sont limitées.

(3) Surtout quand elle a intégré une branche en amont de l'agriculture.

(4) Le maintien en activité de très nombreux agriculteurs qui volontairement ou malgré eux refusent l'innovation est dû à l'effet compensateur des mutations.

(5) Csendes B. et Laszla J. nous indiquent que seuls 13 produits faisaient l'objet de chiffres obligatoires dans les firmes d'état après 1961.

les industries chimiques et mécaniques sont en théorie à la disposition des exploitations pour leur fabriquer engrais et machines, toutefois, les ressources étant limitées, les exploitations sont en concurrence les unes avec les autres. Dans ce cas, on peut se demander si les autorités chargées de l'arbitrage disposent de suffisamment d'éléments d'information pour trancher. L'intégration des branches amont par l'agriculture peut cependant remédier aux déséquilibres provoqués par un trop grand cloisonnement entre décideurs de l'industrie chimique (par exemple) et décideurs du secteur agricole.

En Tchécoslovaquie fut créée une « organisation pour l'achat et l'approvisionnement » qui dispose de ses propres usines, elle avait succédé au système d'approvisionnement par les coopératives (6) accusées de favoriser les petits agriculteurs. Cette organisation malgré l'infléchissement de son appareil administratif a su développer une industrie des aliments du bétail et intégrer une partie importante de la production d'engrais. D'autre part, l'Association Agricole de District (7) par l'intermédiaire de son délégué voit ses intérêts représentés jusqu'au près « des fournisseurs des industries chimiques et mécaniques ».

En Pologne, pays où les exploitations individuelles demeurent primordiales (8), un autre système a été instauré, celui de l'approvisionnement contractuel. M. Wos nous indique que 66 % de la consommation de charbon, 60 % de celle d'engrais, 27 % des aliments du bétail et la plupart des produits antiparasitaires sont fournis par l'intermédiaire de ce système. Il faut avec M. Herer se rendre à l'évidence qu'un « plan ne peut pas prévoir toujours et avec précision les besoins quantitatifs et qualitatifs moyens de production », étant donné leur variété et leur grande diversité. Des déséquilibres risquent de se produire qui ne peuvent se résoudre que par dialogue direct entre exploitations agricoles et fournisseurs. Ce problème cependant ne nous paraît pas être le plus important.

La manière dont se font les découvertes, celles dont elles sont diffusées et mises en pratique paraît être un problème encore plus fondamental.

La question qui vient à l'esprit est : « dans quelle mesure et par quels moyens, l'appareil de recherche-développement exerce-t-il sur les centres de décisions agricoles, un ensemble de pressions novatrices » ?

Il ne suffit pas, en effet, qu'existe la fonction créatrice du progrès, encore faut-il, d'une part, que l'ensemble des relais chargés de propulser les innovations remplissent réellement leur tâche, et d'autre part, que les innovations rencontrent un terrain d'accueil favo-

nable dans les milieux de la pratique agricole. La nécessité de remontées d'information en direction de la recherche, absolument indispensable pour l'existence d'un pouvoir créateur indiscutable qui la justifie aux yeux de la société, nécessite l'existence de circuits efficaces. Cela suppose, d'une part, que ces informations soient correctement émises par les entreprises agricoles où les organes qui en émanent, et d'autre part, que la recherche agronomique soit intimement insérée dans l'activité de production et de transformation des produits agricoles.

### L'exemple tchécoslovaque de diffusion du progrès technique

Nous nous proposons à travers l'exemple tchèque d'examiner l'organisation de la diffusion des découvertes scientifiques et techniques (9) dans un pays socialiste.

— Le Ministère de l'Agriculture comporte 33 Instituts de Recherches, contrôlés par l'administration du développement scientifique et technique. Ces instituts coopèrent étroitement avec l'administration de la production agricole, ils jouent le rôle d'organisme de conseil dans leur branche, dans le district où ils sont localisés, ils jouent également le rôle d'organisme consultatif.

Un organisme tout à fait particulier, l'Institut d'Organisation Scientifique de la Production assume véritablement par l'intermédiaire de ses stations locales, la fonction de développement, c'est-à-dire du passage des découvertes scientifiques et techniques dans le domaine pratique. Il peut s'adresser directement aux entreprises agricoles (coopératives ou firmes d'état), mais le plus généralement, il a affaire aux associations agricoles et sylvicoles de district (émanation des entreprises agricoles du district (10)). Fait remarquable, le personnel de ces stations locales reçoit une rémunération qui est en connection avec la croissance du revenu net de l'agriculture dans la région considérée, il est donc matériellement intéressé à la qualité de sa tâche de diffusion du progrès.

Notons que ces stations régionales sont des organismes de remontée d'information, elles proposent au Ministère de l'Agriculture la mise en œuvre par les organismes de recherches, de programmes susceptibles d'apporter une solution aux problèmes techniques de leur zone.

Depuis le début de l'année 1967 vient d'être créé

(6) Issues du système Raiffeisen.

(7) Organisation qui regroupe les représentants des exploitations agricoles coopératives ou étatiques (Cf. article de M. Fleck).

(8) Cf. article du Dr. Wos

(9) Nous empruntons une grande partie de notre information à Miroslav Trnka et Vaclav Hach : The forms of organisation of the introduction of progressive and practical experience and scientific and technical results in the agricultural production of Czechoslovakia - For socialist Agricultural Science Vol. 16 1-67.

(10) Joseph Flek fait remarquer que de plus en plus ces associations se substituent à l'administration de la production agricole en matière d'organisation locale de ladite production.

un Office Central de la Recherche Agronomique (11) formé de personnalités du Ministère de l'Agriculture d'autres ministères. Il est chargé de développer la « créativité » des Instituts de Recherches et de contrôler l'efficacité des activités de développement de l'Institut d'Organisation Scientifique de la Production.

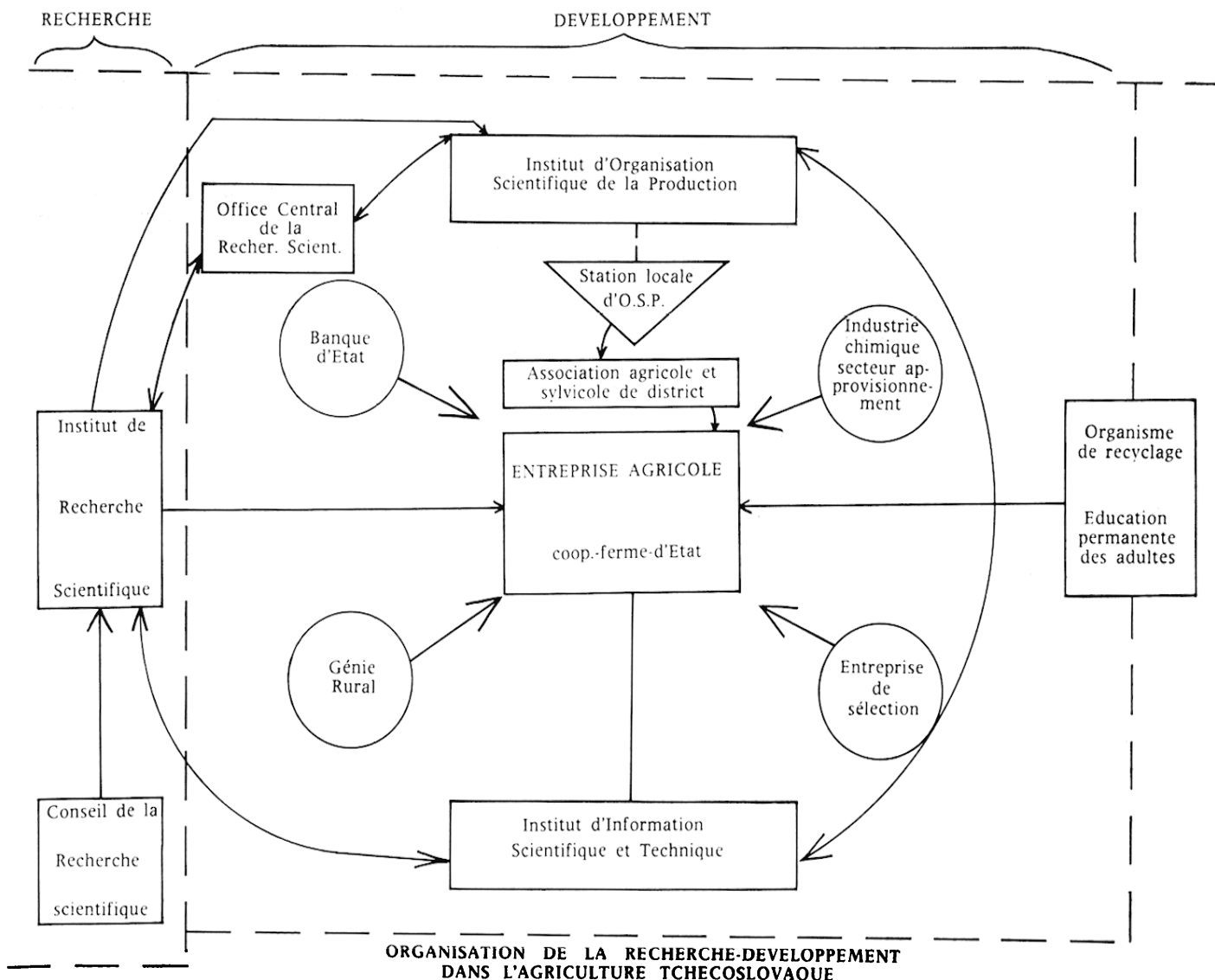
Il y a lieu également de souligner l'existence de l'énorme Institut d'Information Scientifique et Technique chargé de recueillir du monde entier les informations scientifiques relatives à l'agriculture et de les répartir sur les services et individus intéressés. Il comporte un service d'échanges internationaux, un département des études, un secteur de dépouillement bibliographique, une librairie centrale et des filiales décen-

tralisées, un service de microfilms, un département des brevets et inventions, un service des publications, un service d'organisation de colloque, conférences séminaires...

Il s'agit là vraisemblablement d'une des plus importantes centrales mondiales d'information dans le domaine agricole.

Il y a lieu enfin de signaler que le modèle tchécoslovaque de recherche et développement en agriculture tient compte de l'importance considérable des structures d'accueil : d'une part, la révolution foncière en permettant la réalisation d'exploitations de grandes dimensions rend possible l'utilisation des innovations technologiques « labor saving », elle est selon les économistes tchèques la condition sine qua non de la course à l'efficacité de leur agriculture ; d'autre part, l'organisation par le Ministère de l'Education et de la Culture, parallèlement à l'enseignement, d'un système généralisé d'éducation technique permanente des

(11) Organisme à ne pas confondre avec le Conseil de la Recherche Scientifique qui est un organisme de contrôle des méthodes scientifiques de la recherche agronomique, de coopération avec d'autres organismes scientifiques, de conseil des activités centrales de l'agriculture.



adultes et de recyclages, est chargée d'aménager un terrain intellectuel favorable à la pénétration du progrès.

Les organes principaux de ce système sont les universités populaires et les académies populaires agricoles que l'on rencontre dans un certain nombre de districts, ainsi que l'académie socialiste qui a vocation plus générale de diffuser les connaissances techniques de l'ensemble des secteurs économiques.

L'examen rapide de ce cas, nous indique qu'il n'y a pas de différence fondamentale en ce qui concerne la recherche avec un pays comme la France. Par contre,

de nettes divergences existent en ce qui concerne l'organisation du Développement technique et technologique appelé à tort « vulgarisation » dans notre pays. A la multiplicité des circuits de diffusion du modèle français, s'oppose la concentration des moyens au sein de l'Institut d'Organisation Scientifique de la Production Tchecoslovaque.

Connaissant la structure de l'appareil socialiste de recherche et développement dans une démocratie populaire, il serait intéressant que lors de prochains colloques, nous puissions débattre de l'efficacité de chacun des systèmes.

### Bibliographie

HERER (M.). — La planification de l'agriculture en Pologne. Cahier ISEA (S. Progrès et Agriculture), janvier 1966.

TRNKA (Miroslav) et HACH (Vaclar). — The forms of organisation of the introduction of progressive and practical experience and scientific and technical results in the agricultural production of Czechoslovakia - Pour la science agricole, janvier 1967.

L'évolution de l'économie tchécoslovaque, notes et études documentaires, n° 2972, 13 mars 1963.

SCHREIBER. — L'évolution politique et économique de la Hongrie 1956-1966, notes et documents, n° 33-35, 8 novembre 1966.

LUKES. — Le quatrième plan quinquennal tchécoslovaque 1966-1970 - Problèmes économiques, 2 février 1967.

VERNES (J.). — Nouvelles méthodes de direction économique en Tchécoslovaquie. Economie et politique, mars 1966.